

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Dubrovnik, le 13 août 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-2504

Compte rendu intégral : 20 juillet 2022

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Dubrovnik, 13 augustus 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 55-2504

Integraal Verslag : 20 juli 2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/10002]

22 DECEMBRE 2022. — Loi relatif à l'initiative citoyenne européenne au sens du Règlement (UE) 2019/788 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'initiative citoyenne européenne (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par « Règlement », le Règlement (UE) n°2019/788 du Parlement européen et du Conseil du 7 avril 2019 relatif à l'initiative citoyenne européenne.

Art. 3. § 1. Conformément aux articles 9, paragraphe 2, cinquième alinéa et 10, paragraphe 4, a), du Règlement, les citoyens peuvent soutenir des initiatives citoyennes européennes :

1° en signant un formulaire papier;

2° par le biais d'un système particulier de collecte en ligne, en remplissant en ligne un formulaire de soutien ;

3° par le biais du système central de collecte en ligne, soit en remplissant en ligne un formulaire de soutien, soit directement, si le citoyen utilise un moyen d'identification électronique, à savoir la carte d'identité électronique.

§ 2. Conformément à l'article 9, paragraphe 4, du Règlement, l'État belge figure dans la partie B de l'annexe III dudit Règlement, qui détermine le modèle du formulaire de déclaration de soutien pour les États membres imposant la communication d'un numéro d'identification personnel ou d'un numéro d'un document d'identification personnel.

Le numéro visé à l'alinéa 1^{er} est le numéro de Registre national, tel que visé à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Seule l'autorité visée à l'article 5 et chargée de procéder à la vérification de la validité des déclarations de soutien qui lui sont soumises, peut utiliser le numéro de Registre national, uniquement à cette fin.

Les organisateurs d'une initiative citoyenne européenne et la Commission européenne peuvent conserver le numéro de Registre national uniquement pendant les délais prescrits par l'article 19, paragraphes 5 et 7, du Règlement.

§ 3. Lorsque les citoyens soutiennent une initiative citoyenne européenne en ligne par le biais du système central de collecte en ligne visé à l'article 10 du Règlement, ils peuvent soit remplir un formulaire de déclaration de soutien en y mentionnant leurs nom et prénoms ainsi

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/10002]

22 DECEMBER 2022. — Wet betreffende het Europees burgerinitiatief in de zin van de Verordening (EU) 2019/788 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende het Europees burgerinitiatief (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder "Verordening", de Verordening (EU) n° 2019/788 van het Europees Parlement en de Raad van 7 april 2019 betreffende het Europees burgerinitiatief.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig de artikelen 9, lid 2, vijfde alinéa en 10, lid 4, a), van de Verordening, kunnen de burgers Europese burgerinitiatieven steunen:

1° door een papieren formulier te ondertekenen;

2° door middel van een individueel online verzamelsysteem, door online een steunbetuigingsformulier in te vullen;

3° door middel van het centraal verzamelsysteem, ofwel door online een steunbetuigingsformulier in te vullen, ofwel rechtstreeks, indien de burger gebruikmaakt van een elektronisch identificatiemiddel, namelijk de elektronische identiteitskaart.

§ 2. Overeenkomstig artikel 9, lid 4, van de Verordening is de Belgische staat opgenomen in deel B van bijlage III van de Verordening waarin het model van het steunbetuigingsformulier voor de lidstaten wordt vastgelegd, hetwelk vereist dat een persoonlijk identificatienummer of een persoonlijk identificatiedocumentnummer wordt verstrekt.

Het nummer bedoeld in het eerste lid is het Rijksregisternummer, zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Enkel de instantie bedoeld in artikel 5 en belast met de verificatie van de steunbetuigingen die haar worden voorgelegd, kan het Rijksregisternummer gebruiken en enkel voor dat doeleinde.

De organisatoren van een Europees burgerinitiatief en de Europese Commissie mogen het Rijksregisternummer enkel bewaren gedurende de door het artikel 19, leden 5 en 7, van de Verordening voorgeschreven termijn.

§ 3. Wanneer burgers een Europees burgerinitiatief online steunen via het centraal online verzamelsysteem bedoeld in artikel 10 van de Verordening, kunnen zij ofwel een steunbetuigingsformulier invullen met vermelding van hun naam, voornamen en Rijksregisternummer,

que leur numéro de Registre national, soit soutenir directement une initiative citoyenne européenne en utilisant la carte d'identité électronique.

§ 4. Lorsque les organisateurs d'une initiative citoyenne européenne collectent les déclarations de soutien sur papier ou au moyen d'un système particulier de collecte en ligne, tel que visé à l'article 11 du Règlement, le numéro de Registre national d'un signataire ne doit pas être accessible aux autres signataires.

Art. 4. Lorsque les organisateurs d'une initiative citoyenne européenne n'utilisent pas le système central de collecte en ligne mis en place par la Commission européenne, conformément à l'article 10 du Règlement, mais collectent les déclarations de soutien au moyen d'un système particulier de collecte en ligne, tel que visé à l'article 11 du Règlement, et stockent les données sur le territoire du Royaume, le Roi désigne les services chargés de procéder à la certification de ce système particulier. À cet effet, les services désignés par le Roi peuvent demander aux organisateurs de leur communiquer les documents nécessaires et suffisants permettant de vérifier si effectivement le système est doté des dispositifs de sécurité et techniques adéquats tels que précisés par l'article 11, paragraphe 4, du Règlement.

Art. 5. § 1. Le Roi désigne les services chargés de procéder, sur la base de contrôles appropriés, à la vérification de la validité des déclarations de soutien à une initiative citoyenne européenne.

§ 2. Les contrôles visés au paragraphe 1^{er} ont pour objet de s'assurer du nombre suffisant de déclarations de soutien valables et que les signataires de ces déclarations de soutien à une initiative citoyenne européenne:

1° ont l'âge requis pour voter aux élections du Parlement européen;

2° ont la nationalité belge et font l'objet d'une inscription au Registre national des personnes physiques.

§ 3. Les contrôles visés au paragraphe 2 peuvent être effectués par voie d'échantillonnage.

L'échantillon représentatif est établi en appliquant les paramètres suivants:

1° nombre total de déclarations de soutien;

2° fiabilité: 95 %;

3° marge d'erreur: 3 %;

4° taux maximum de déclarations de soutien non valides: 15 %.

En outre, lorsque les déclarations de soutien sont présentées sous format papier, une première évaluation visuelle quant au nombre de déclarations pourra être réalisée par les services désignés par le Roi conformément au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Afin de réaliser les contrôles visés au paragraphe 2, les services désignés par le Roi conformément au paragraphe 1^{er} sont autorisés à accéder aux données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro de Registre national, uniquement pour vérifier les nom et prénoms et la date de naissance des signataires d'une déclaration de soutien à une initiative citoyenne européenne.

L'accès à l'historique des modifications apportées aux données visées à l'alinéa 1^{er} est autorisé jusqu'à la date du début de la période de collecte des déclarations de soutien, déterminée à l'article 8, paragraphe 1, du Règlement.

Lorsque des doubles ou multiples déclarations de soutien sont détectées, une seule déclaration de soutien est prise en considération pour établir le nombre de déclarations de soutien valables en faveur d'une initiative citoyenne européenne.

§ 5. Le fonctionnaire responsable des services désignés par le Roi conformément au paragraphe 1^{er} délivre aux organisateurs de l'initiative citoyenne européenne le certificat visé à l'article 12, paragraphe 5, du Règlement et indiquant le nombre de déclarations de soutien valables, à l'aide du modèle figurant à l'annexe VI dudit Règlement.

Art. 6. Le Roi désigne les services référencés comme étant le point de contact au sens de l'article 4, paragraphe 6, du Règlement, afin d'informer et d'assister gratuitement les groupes d'organisateur qui souhaitent initier une initiative citoyenne européenne.

Art. 7. Sont abrogés:

1° la loi du 14 janvier 2013 relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011;

oufvel rechtstreeks een Europees burgerinitiatief steunen door de elektronische identiteitskaart te gebruiken.

§ 4. Wanneer de organisatoren van een Europees burgerinitiatief steunbetuigingen op papier verzamelen of door middel van een individueel online verzamelstelsel, zoals bedoeld in artikel 11 van de Verordening, mag het Rijksregisternummer van een ondertekenaar niet toegankelijk zijn voor de andere ondertekenaars.

Art. 4. Wanneer de organisatoren van een Europees burgerinitiatief geen gebruikmaken van het door de Europese Commissie ingestelde centraal online verzamelstelsel, overeenkomstig artikel 10 van de Verordening, maar de steunbetuigingen verzamelen door middel van een individueel online verzamelstelsel zoals bedoeld in artikel 11 van de Verordening, en de gegevens bewaren op het grondgebied van het Koninkrijk, wijst de Koning de diensten aan die belast zijn met de certificering van dat individueel stelsel. Daartoe kunnen de door de Koning aangewezen diensten de organisatoren verzoeken hun de vereiste en voldoende documenten te verstrekken op basis waarvan zij kunnen verifiëren of het stelsel daadwerkelijk beschikt over de passende technische en veiligheidsvoorzieningen zoals vermeld in artikel 11, lid 4, van de Verordening.

Art. 5. § 1. De Koning wijst de diensten aan die ermee belast zijn de geldigheid van de steunbetuigingen voor een Europees burgerinitiatief te verifiëren op basis van passende controles.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde controles strekken ertoe zich ervan te vergewissen dat er voldoende geldige steunbetuigingen zijn en dat de ondertekenaars van deze steunbetuigingen voor een Europees burgerinitiatief:

1° de leeftijd hebben waarop ze mogen stemmen voor de verkiezingen van het Europees Parlement;

2° de Belgische nationaliteit hebben en ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde controles kunnen worden uitgevoerd bij wijze van steekproeven.

De representatieve steekproef wordt opgemaakt aan de hand van de volgende parameters:

1° totaal aantal steunbetuigingen;

2° betrouwbaarheid: 95 %;

3° foutmarge: 3 %;

4° maximaal percentage ongeldige steunbetuigingen: 15 %.

Wanneer de steunbetuigingen op papier worden ingediend, kunnen de overeenkomstig paragraaf 1 door de Koning aangewezen diensten de eerste visuele evaluatie verrichten betreffende het aantal steunbetuigingen

§ 4. Teneinde de in paragraaf 2 bedoelde controles te verrichten, zijn de overeenkomstig paragraaf 1 door de Koning aangewezen diensten gemachtigd om toegang te hebben tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° en 4°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en om het Rijksregisternummer te gebruiken, enkel om de naam en voornamen en de geboortedatum van de ondertekenaars van een steunbetuiging voor een Europees burgerinitiatief te controleren.

De toegang tot de historiek van de wijzigingen aangebracht aan de in het eerste lid bedoelde gegevens, is toegelaten tot de begindatum van de verzamelperiode van de steunbetuigingen, vastgelegd in artikel 8, lid 1, van de Verordening.

Wanneer dubbele of meervoudige steunbetuigingen ontdekt worden, wordt er bij de bepaling van het aantal geldige steunbetuigingen voor een Europees burgerinitiatief slechts rekening gehouden met één enkele steunbetuiging.

§ 5. De verantwoordelijke ambtenaar van de overeenkomstig paragraaf 1 door de Koning aangewezen diensten levert aan de organisatoren van het Europees burgerinitiatief het certificaat af bedoeld in artikel 12, lid 5, van de Verordening, dat het aantal geldige steunbetuigingen vermeldt, door middel van het model bijgevoegd in bijlage VI van voormelde Verordening.

Art. 6. De Koning wijst de diensten aan waarnaar wordt verwezen als contactpunt in de zin van artikel 4, lid 6, van de Verordening, teneinde de groepen organisatoren die een Europees burgerinitiatief willen indienen, kosteloos te informeren en bij te staan.

Art. 7. Worden opgeheven:

1° de wet van 14 januari 2013 betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011;

2° l'arrêté royal du 1^{er} décembre 2013 exécutant la loi du 14 janvier 2013 relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen et du Conseil du 16 février 2011.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Renouveau démocratique,
D. CLARINVAL

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du
Renouveau démocratique
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-2914

Compte rendu intégral : 8 décembre 2022

2° het koninklijk besluit van 1 december 2013 tot uitvoering van de wet van 14 januari 2013 betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Democratische Vernieuwing,
D. CLARINVAL

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 55-2914

Integraal Verslag : 8 december 2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2022/43374]

30 JUILLET 2018. — Loi relative à la protection des secrets d'affaires. — Traduction allemande d'extraits

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande des articles 2 à 29 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des secrets d'affaires (*Moniteur belge* du 14 août 2018).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2022/43374]

30 JULI 2018. — Wet betreffende de bescherming van bedrijfsgeheimen. — Duitse vertaling van uittreksels

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de artikelen 2 tot 29 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van bedrijfsgeheimen (*Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 2018).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2022/43374]

30. JULI 2018 — Gesetz über den Schutz von Geschäftsgeheimnissen — Deutsche Übersetzung von Auszügen

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung der Artikel 2 bis 29 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 über den Schutz von Geschäftsgeheimnissen.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST WIRTSCHAFT, KMB, MITTELSTAND UND ENERGIE

30. JULI 2018 — Gesetz über den Schutz von Geschäftsgeheimnissen

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

(...)

KAPITEL 2 - Abänderungen des Wirtschaftsgesetzbuches

Abschnitt 1 - Abänderungen von Buch I des Wirtschaftsgesetzbuches

Art. 2 - In Buch I Titel 2 Kapitel 9 des Wirtschaftsgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 19. April 2014, wird ein Artikel I.17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. I.17/1 - Folgende Begriffsbestimmungen gelten für Buch XI Titel 8/1, 9/1 und 10 Kapitel 4/1:

1. Geschäftsgeheimnis: Informationen, die alle nachstehenden Kriterien erfüllen:

a) Sie sind in dem Sinne geheim, dass sie weder in ihrer Gesamtheit noch in der genauen Anordnung und Zusammensetzung ihrer Bestandteile den Personen in den Kreisen, die üblicherweise mit dieser Art von Informationen umgehen, allgemein bekannt oder ohne weiteres zugänglich sind.

b) Sie sind von kommerziellem Wert, weil sie geheim sind.

c) Sie sind Gegenstand von den Umständen entsprechenden angemessenen Geheimhaltungsmaßnahmen durch die Person, die die rechtmäßige Kontrolle über die Informationen besitzt,